

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUTOCARS R.SUZANNE

4 AVENUE WINSTON CHURCHILL
94190 Villeneuve-Saint-Georges

Références : DRIEAT-IF/UD94/PESSPVMO/AR/2025/N°220GR
Code AIOT : 0007408592

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement AUTOCARS R.SUZANNE implanté 4 AVENUE WINSTON CHURCHILL 94190 Villeneuve-Saint-Georges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est effectuée dans le cadre du suivi des non-conformités majeures persistantes constatées par le bureau d'études lors d'un contrôle périodique complémentaire, dont le rapport a été produit le 10/11/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUTOCARS R.SUZANNE
- 4 AVENUE WINSTON CHURCHILL 94190 Villeneuve-Saint-Georges
- Code AIOT : 0007408592
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUTOCARS R.SUZANNE est une société de transport occasionnel de personnes. C'est une entreprise qui compte une cinquantaine de salariés, comporte une flotte de bus d'environ 100 véhicules. Une partie des bus fonctionne au gazole, d'autres à l'oléo (mélange essence et huiles végétales) et enfin certains bus utilisent du gaz naturel.

Les consommations de carburants pour l'année 2024 sont les suivantes :

- 337 000 L de gazole;
- 237 860 kg de gaz;
- 239 221 L d'oléo.

Le site distribue du carburant, dans les quantités sus-mentionnées et est classé selon la rubrique 1435-2 [DC] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'installation est réglementée par les textes suivants :

- arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales aux stations-services soumises à déclaration sous la rubrique n°1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet
3	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.3	Sans objet
4	Aires de dépotage ou de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté de non-conformité sur les points de contrôle faisant l'objet de la présente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4
Thème(s) : Autre, Caractère complet du dossier d'installation classée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration; -les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries. Pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mises en place après le 3 avril 2003; -"la preuve de dépôt de la déclaration" et les prescriptions générales; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a; - les autres documents prévus aux différents articles du présent arrêté; <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de site, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées les documents suivants du dossier installation classée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plan général du site; - Le plan des tuyauteries. <p>Cependant, l'exploitant n'a pas fourni la "preuve de dépôt de la déclaration", l'ancien gérant étant parti avec les documents, l'inspection lui en a renvoyé une copie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles de l'ensemble des consignes et dispositifs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ; - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ; - d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ; - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. Pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ; - pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; - pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ; - pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ; - pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ; - sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu. <p>A l'exception des stations-service en plein air, l'installation est dotée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. <p>Les dispositifs cités ci-dessus sont en nombre suffisant et correctement répartis et, dans tous les cas, les agents d'extinction sont compatibles avec les carburants éthanolés.</p> <p>Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.</p>

Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers. Cette disposition est obligatoire à compter du 30 juin 2010 pour les installations existantes. Une commande de mise en oeuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

Constats :

Le bureau d'études APAVE dans le cadre d'un contrôle complémentaire le 11/10/2023 a relevé une non-conformité majeure persistante sur le respect des prescriptions de l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010. En effet, le bureau d'études a relevé l'absence de couverture anti-feu ainsi que d'un dispositif d'extinction automatique et donc une absence du rapport d'entretien de ce dispositif.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté sur la station-service :

- que les consignes de sécurité, en particulier en cas d'incendie sont affichées. Cependant, le numéro de téléphone de contact avec l'inspection des installations classées n'est pas à jour ;
- la présence d'une couverture anti-feu ;
- la présence sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme sonore ;
- la présence d'une pelle dans le bac à sable prévu pour l'absorption d'hydrocarbures en cas de déversement accidentel.

L'exploitant a expliqué qu'une surveillance permanente était effectuée sur site, en particulier sur l'installation de station-service. En effet, de 5h à 20h, au moins 5 personnes sont présentes sur site et peuvent assurer un contrôle visuel de la station-service, et de 20h à 5h, il y a un gardien de nuit permettant la surveillance de l'installation. L'exploitant, assurant une surveillance permanente sur son installation classée, n'est pas tenu de mettre en place un dispositif d'extinction incendie automatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, contrôles des documents de recensement des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de site, l'exploitant a remis à l'inspection un plan identifiant le risque incendie sur son installation. De plus, sur la station-service, il a été constaté que des pictogrammes de sécurité étaient présents au niveau des distributeurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Aires de dépotage ou de distribution

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aires de dépotage ou de distribution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas où les aires définies en préambule de l'annexe I sont confondues, la surface de la plus grande aire est retenue.</p> <p>Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Dans le cas du ravitaillement bateau, l'étanchéité de l'aire de distribution se limite à la zone terrestre.</p> <p>Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre (pelle,...).</p> <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées une facture du passage de la société NET'CUV, qui a effectué un pompage et curage de l'ouvrage d'assainissement (décanteur-séparateur) en 2025, ainsi que le bordereau de suivi des déchets des boues extraites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>